Patrick Martin sur BFM Business : « Il faut que tous les chefs d’entreprise s’expriment »

Publié le 27 mai 2026

Invité de Good Morning Business le 27 mai depuis Cap PME, Patrick Martin est revenu sur la situation économique actuelle, sur la polémique autour de la TVA sociale, sur le chômage des jeunes, qui est alarmant en France et sur l’implication des chefs d’entreprise dans l’actuel débat présidentiel.

Sur la situation économique

« La différence d’appréciation de la situation économique par les chefs d’entreprise et le gouvernement s’explique car il y a des logiques et des calendriers politiques qui viennent interférer avec les réalités et par ailleurs une situation budgétaire sur laquelle le gouvernement ne se veut pas trop alarmiste mais qui nous met tous le dos au mur. La réalité c'est qu’effectivement, sans dramatiser, il y a un vrai ralentissement économique et ici et là des situations critiques. (…) Nous voulons absolument contribuer à l'objectivation de la situation et à des choix courageux qui ouvrent un horizon. C'est pour cela qu'on a alimenté le débat avec nos propositions sur la santé, sur le processus budgétaire, sur le financement de la protection sociale. Il faudrait également que les partenaires sociaux, collectivement, soient plus vocaux dans ce débat ».

Sur le salaire net et la TVA sociale

« La TVA sociale existe déjà puisque 50 milliards de financement de la protection sociale se font par la TVA, et par ailleurs beaucoup plus par la CSG. Une de nos ambitions c'est d'apporter de la transparence, de la loyauté, de la clarté dans ce débat. Tout comme sur les retraites, où la capitalisation existe déjà via le Préfon dans la fonction publique et dans le privé via les 150 milliards d'ores et déjà placés spontanément, par les salariés. Il faut arrêter de parler pour ne rien dire. Quand on regarde la structure de consommation des ménages modestes, auxquels, nous sommes particulièrement attentifs car il y a un vrai sujet de pouvoir d'achat en France, on voit que le premier poste de dépenses des ménages modestes, à 50 %, c'est le logement. Or il n'y a pas de TVA sur le logement, donc on peut augmenter le taux de TVA, cela n'impactera pas les dépenses de logement qui sont excessives malgré tout. L’autre poste de dépenses c’est l'alimentation, et l'alimentation surtout sur des produits à taux réduit. Donc l'impact de la TVA sociale pour les ménages modestes serait extrêmement faible, et par ailleurs on aurait des revalorisations salariales en réduisant le différentiel entre le brut et le net. Par ailleurs, il y a une distorsion de traitement entre les actifs et les retraités. Par exemple sur le taux de CSG, il y a une niche fiscale pour les retraités concernant les frais professionnels, ce qui est un peu étonnant quand on est en retraite. Donc nous, on veut revisiter tout ça. Mais c'est par défaut, parce qu'en réalité ce qu'il faudrait avant tout c'est baisser la dépense ».

Sur les jeunes

« Je pense que c'est la responsabilité des entreprises et du Medef de poser ce sujet des jeunes, qui est un scandale national dont tout le monde n'a pas conscience. Le de chômage des jeunes est dorénavant à 21 %. Le taux d'emploi des jeunes à 35 % contre 51 % en Allemagne et 75 % aux Pays-Bas. Si on rejoignait, ne serait-ce que le taux d'emploi de l'Allemagne, on réglerait nos problèmes de financement de la protection sociale. Nous avons posé un certain nombre de propositions pour discussion. Mais comme toujours il y a des gens qui instrumentalisent, qui déforment, etc. Notamment sur ce sujet de CDI jeunes, en arguant qu’on ne peut pas payer en dessous du Smic, même si en contrepartie on a un engagement, très lourd, de formation de la part des entreprises. Les apprentis

sont bien payés en dessous du SMIC et cela ne choque personne ! Il faut être objectif et trouver des solutions ».

Sur la création et la reprise d’entreprise

« *On a un niveau de création d'entreprises qui se maintient. C'est encourageant. Il y a quelques années, 40 % des jeunes voulaient rentrer dans la fonction publique. Dorénavant, ils veulent massivement, créer des entreprises. Il faut qu'ils s'intéressent à la reprise d'entreprises, parce que cela va plus vite même si ça peut être un peu plus cher initialement. La démographie patronale porte des enjeux très importants. C'est 750 000 emplois par an qui sont concernés par les transmissions d'entreprises. Nous voulons porter un message très exigeant, très lucide, mais de construction et d'avenir* ».

Sur la communication des chefs d’entreprise

« *Pour l'instant, on reçoit les chefs de partis, les candidats, on veut les sensibiliser à un certain nombre de problématiques dont ils ne sont pas toujours conscients ou s'ils le sont, qu'ils ne prennent pas suffisamment en considération. On a lancé, par exemple, une grande enquête auprès de tous les chefs d'entreprise de France qui se termine le 15 juillet, pour signifier qu'on exprime une volonté collective, à la fois très critique, très inquiète, mais en même temps très ambitieuse. Il faut parler quand on est chef d’entreprise. Un sondage à l'automne dernier, a montré que 70 % des Français attendaient des chefs d'entreprise qui s'expriment. Faisons-le tous !* »